

Nous sommes en 1956.

« La censure a supprimé toute mention du massacre, il n'en reste pas un seul mot !

— Il faut absolument trouver un moyen pour faire passer l'information. »

Après s'être concertés, ils écrivirent : « Condoléances : la rédaction du quotidien *Al-Ittihad* présente toutes ses condoléances aux familles des défunts. » Suivait une liste de quarante noms, sans aucun commentaire, et sans mention non plus des treize blessés.

Avec deux autres rédacteurs du journal, Yahya resta à l'imprimerie pour attendre le retour du coursier envoyé avec le texte chez le censeur militaire.

Celui-ci s'opposa à cette manière détournée de faire allusion à l'événement en supprimant tout le texte, titre compris !

Mathias Nassar, l'imprimeur, était aux cent coups :

« Comment remplir ce qui manque ? On n'a pas le droit de laisser un espace vide qui signifierait qu'il y a eu censure. On n'a pas le temps non plus d'écrire un autre article et de le composer. Il faut imprimer pour que le journal puisse arriver à temps et être distribué dans tout le pays ! »

(À l'époque l'imprimerie était archaïque. On attrapait les caractères avec une pince pour les assembler sur une cornière de cuivre, le composteur. Il y avait également dans la casse des pièces qui servaient à séparer les mots ou encore certaines lettres. Quant à la presse, c'était une énorme machine, si lourde et si lente qu'elle donnait l'impression de chercher son souffle entre chaque tirage. Il fallait boucler le journal bien à l'avance et, en cas de nouvelle urgente de dernière minute, on gardait un petit espace susceptible d'être rempli rapidement, en haut de la première page, imprimée au dernier moment.)

Mathias se mit à chercher dans un tiroir une photo de la taille de l'article censuré.

« Celle-là remplit tout le vide, il n'y a même plus la place de mettre une légende par-dessous.

— C'est quoi cette photo ?

— On s'en moque, de toute façon on a plus le temps de discuter ou d'en choisir une autre ! »

Il jeta un coup d'œil au cliché et ajouta :

« Faten Hamama ! On la met, comme ça les gens vont se demander ce qu'elle fait à cet endroit-là : allez trouver une explication ! »

Il arrivait à Mathias de travailler de manière parfaitement machinale et de prendre des décisions parfois surprenantes. Il y avait ainsi quelqu'un qui faisait imprimer à *Al-Ittihad* une revue nommée *Al-Wassit*. Souvent, le texte se terminait abruptement en bas de la page, quand bien même il restait une ligne ou deux dans le texte original, et cela parce que Mathias ne trouvait pas nécessaire de les imprimer ; la fin restait là où elle était. Et quand Yahya s'étonnait de cette façon de faire, Mathias lui répondait :

« De toute façon personne ne la lit cette revue, même ceux qui y écrivent ! La preuve, c'est que c'est le troisième numéro : à chaque fois j'ai fait pareil et le responsable ne m'a jamais rien dit, il ne relit même pas les épreuves. Ce type-là, tout ce qui l'intéresse c'est ce que lui donne telle ou telle ambassade pour publier ! »

Il n'y avait pas d'autre solution que celle que proposait Mathias : faire en sorte que la photo de Faten Hamama rappelle aux lecteurs ce cadenas qui empêchait que des choses soient dites en enfermant la vérité comme dans une tombe.

(D'ailleurs, le journal utilisait auparavant une vignette où l'on voyait un homme les bras ouverts, l'air ahuri, avec un grand cadenas en travers de la bouche. On l'utilisait pour remplir le vide laissé par la censure et tout le monde comprenait ce qui s'était passé. Mais désormais, les lecteurs n'avaient pas droit de savoir : on les tuait mais ils devaient se taire !)

Yahya avait l'impression de sombrer dans un océan sans fond. Il fallait faire passer l'information. Plusieurs jours s'étaient écoulés et rien n'avait filtré. Ils avaient su faire de la guerre qui avait éclaté contre l'Égypte un écran de fumée pour dissimuler leur crime. Ils revenaient à leur politique de massacres, pour se débarrasser du peuple palestinien par la mort et par la terreur, comme à Deir Yassine, Ain Al-Zaytouna, Nasser Al-Dine, Al-Tantoura et la liste était encore longue.

« Si c'était bien des bandes armées incontrôlées qui avaient commis ces autres massacres comme ils le prétendaient, qu'est-ce qu'ils vont dire aujourd'hui que tout est bien clair, se demandait Jabra, que c'est le gouvernement et l'armée régulière ?

— Ils peuvent parler des grandes valeurs, de la pureté des armes ! » commentait Issam.

Youssef Khamis, un député du Mapam, le Parti unifié des ouvriers eut vent de l'affaire. Il prit tout de suite contact avec le député communiste Tewfik Toubi qui, grâce à son immunité parlementaire, réussit à entrer à Kafr Qassem avec Meir Vilner, le leader du Parti communiste, trois semaines après les faits, malgré le blocus imposé par les militaires. Ils visitèrent le village et en revinrent avec des informations effroyables. Ils écrivirent une lettre avec des détails insoutenables, qu'ils envoyèrent à un grand nombre de personnalités et à différents journaux dans le pays et à l'étranger.

Quant à la photo de Faten Hamama, elle fit l'objet d'une chronique hebdomadaire dans le numéro suivant du journal : on mentionnait l'étonnement des lecteurs et leurs interrogations sur la présence de cette image à la « une » du journal et on raconta cette histoire que nous avons déjà évoquée, celle d'un homme qui arrive dans une ville, un jour si pluvieux que ses chaussures s'enfoncent dans la boue et que le courant emporte. Parti à la recherche d'une boutique pour s'en acheter de nouvelles, il tombe sur une vitrine décorée d'un grand dessin de chaussure, il entre et se tourne vers le vendeur qui lui répond :

« Mais on n'a pas ça ici.

— Mais vous faites quoi alors ?

— Des circoncisions !

— Et pourquoi vous avez mis une chaussure sur votre vitrine ?

— Et qu'est-ce que vous vouliez qu'on mette d'autre ? »

réplique alors le vendeur.

C'est de cette manière que les lecteurs eurent une réponse aux questions qu'ils se posaient, en faisant allusion, à l'abri derrière cette histoire tirée du folklore populaire, au sort qu'avait connu l'article sur les événements.

Le massacre avait eu lieu au moment de l'attaque contre l'Égypte, coupable de s'être rebellée contre la toute-puissance britannique en nationalisant le Canal de Suez. Israël avait rejoint les Anglais et les Français dans cette alliance de triste mémoire.

C'était le 29 octobre 1956.

La police des frontières encercla un certain nombre de villages en Galilée.

À Kafr-Qassem, ils se divisèrent en quatre groupes qui occupèrent les différentes entrées du village.



À seize heures trente, on convoqua le maire du village, Ahmad Sarsour, pour qu'il prévienne les villageois que le couvre-feu débiterait une demi-heure plus tard et qu'il se terminerait à six heures le lendemain.

« Mais il y avait quatre cents personnes à l'extérieur du village, protesta-t-il, il y en a qui travaillent loin, d'autres qui sont à la cueillette des olives, c'est impossible de les prévenir en une demi-heure ! Ils reviennent peu à peu, par petits groupes, et personne ne pourra savoir qu'il y a un couvre-feu ! »

Le massacre commença à dix-sept heures, à l'entrée ouest, là où stationnait l'unité du caporal Shalom Oufar.

Un groupe d'habitants rentrant au village apparut et le caporal ordonna :

« Fauchez-les ! »

Les balles se mirent à siffler, des hommes, des femmes et des enfants tombèrent.

D'autres villageois apparurent peu après... Les balles fusèrent et la terre s'abreuva de sang... Les groupes se succédaient, et les tueries.

À la sixième vague, il y avait quinze morts.

« Quinze Arabes de moins ! » annonça le caporal à ses supérieurs.

Un peu plus tard, il y avait dix morts de plus.

« Ça devient difficile de les compter », confia le caporal à ses supérieurs.

En moins de trente minutes et alors qu'il n'était pas encore dix-huit heures, il y avait à l'entrée ouest du village quarante morts dont sept enfants, filles et garçons, et neuf femmes, dont une âgée de soixante-six ans.

À l'entrée nord, il y eut trois morts. Parmi eux, deux garçons, l'un de neuf ans et l'autre de quinze.

Sur la place du village, deux morts, dont un garçon de huit ans.

C'est ainsi que tombèrent les quarante-huit victimes du village Kafr Qassem, en plus d'un garçon de onze ans, du village Al-Taïba.

Comment expliquer une telle bestialité, pareille exécution de sang-froid, sans la moindre hésitation ?

« Y a-t-il vraiment une différence entre un massacre à grande échelle et une succession de tueries comme celles-ci ? se demandait Ali. Comment les officiers et les soldats peuvent-ils agir ainsi ? Comment sont-ils devenus pareillement muets et aveugles ? Il

faut vraiment que leurs cerveaux soient remplis de haine, qu'ils aient renoncé à toute humanité ! »

(Quand il ne fut plus possible de masquer la puanteur de cette tuerie, le gouvernement voulut reprendre les choses en main. Deux semaines après les événements, le cabinet publia un rapport qui faisait du massacre un simple incident. Il évoquait « un "accroissement des opérations menées par les fedayins" et l'imposition d'un couvre-feu dans un grand nombre de villages situés sur la frontière est... Les habitants étaient rentrés après l'heure et avaient été touchés par des gardes-frontière ». Une commission fut désignée pour enquêter sur les événements dans les villages le 29 octobre 1956, sur la responsabilité des gardes frontières (les gradés et assimilés) et leur éventuelle mise en jugement, et enfin sur « le montant des indemnités à verser aux familles des victimes suite aux comportements des gardes frontières. »

L'objectif était de faire croire que les massacres étaient dus au comportement de quelques individus et non pas le fruit d'une politique visant clairement à exiler une partie de la population.

Et quand les responsables furent jugés, le premier d'entre eux, le commandant Shadmi, celui qui avait donné la plupart des ordres, ne fut pas inquiété.

La commission décida que les responsables passeraient devant un tribunal militaire, la procédure dura deux années. Les débats mirent en évidence le caractère abominable des faits, ils montrèrent qu'il y avait eu une volonté délibérée de tuer des innocents.

« Il s'agissait de chasser "les enfants des minorités" au-delà des frontières, affirma l'officier Kol.

— Quand j'ai demandé au commandant, ce que nous allions faire des gens qui reviendraient au village et qui ne sauraient rien du couvre-feu, il m'a répondu, en arabe : "*Allah yarhamun !* Que Dieu ait pitié de leurs âmes", » témoigna le major Shmuel Malinki.

Horrié par ce massacre, le tribunal qualifia ces meurtres d'actes barbares, inhumains et illégaux. Les coupables furent condamnés : dix-sept ans de prison pour le major Malinki, quinze pour Ofer Adalia et Gibrail Dahan, sept pour les cinq autres accusés.

Tous firent immédiatement appel du jugement et, après intervention du chef d'état-major puis du Premier ministre, leurs peines furent réduites pour bonne conduite à trois ans et demi de prison.

Toutefois, la plaisanterie la plus sinistre fut la condamnation du principal instigateur, le major Shadmi, à un blâme officiel accompagné d'une amende symbolique d'une piastre. Le répertoire

palestinien s'enrichit alors d'une nouvelle expression : « La piastre de Shadmi » !

La palme du jugement complaisant revint pourtant à ceux qui promurent Malinki, le responsable direct du massacre, au rang d'officier en poste au réacteur nucléaire de Dimona. Quant à Shadmi, on le nomma responsable des Affaires arabes pour la localité de Ramleh !

La population arabe accueillit la nouvelle du massacre avec une profonde douleur. Yahya et ses collègues organisèrent des grèves de protestations dans tout le pays. Ils firent le tour des échoppes du marché de la ville d'Haïfa pour demander aux commerçants de fermer, et ils n'eurent guère besoin d'insister pour cela tant la rancœur et la tristesse étaient profondes.

Quand *Al-Jadid* parut, tous les articles tournaient naturellement autour du massacre, ce qui fut loin de plaire à tout le monde. Les membres du parti Mapam s'en étonnèrent de rage. Dans *Al-Hamichmar* – leur quotidien qui avait pourtant comme devise « Le sionisme, le socialisme et la fraternité entre les peuples » –, ils accusèrent *Al-Jadid* d'« inciter la minorité arabe à la haine en consacrant l'intégralité de son dernier numéro aux événements de Kafr Qassem et en décrivant les populations juives comme des criminels ».

Al-Jadid répondit à ces accusations par un éditorial tirant à boulets rouges sur le gouvernement, dirigé par « l'avant-garde des partis des travailleurs socialistes et sionistes ». Sous le titre, « Caliban et son miroir », on y rappelait qu'« Oscar Wilde, dans la préface du *Portrait de Dorian Gray*, parle de cette « haine du XIX^e siècle pour le réalisme, qui n'est autre que la rage de Caliban découvrant son visage dans le miroir ». C'est la même chose pour *Al-Hamichmar*, et sa haine de ce qu'il peut lire dans *Al-Jadid* est en réalité le reflet de sa politique et de celle de son gouvernement que lui renvoi ce miroir. »

Extrait de H. Abu Hanna, *Khamisat al-Ramad*, Maktabat kul Shay, Haifa, 2004, p.29-35.

HANNA ABU HANNA est professeur émérite du département d'arabe de l'université d'Haifa, poète et écrivain. Il a beaucoup contribué par ses écrits à la transmission de la culture palestinienne.

OUASSILA BEN ATTMAN a réalisé cette traduction dans le cadre du master 2 de traduction littéraire de l'université Lumière Lyon 2.